# Corrigé et barème – Un tournant social, politique et culturel : la France de 1974 à 1988

La crise, le chômage de masse et les nouveaux débats (environnement, consommation, solidarité) ; Giscard d'Estaing et la « société libérale avancée » ; 1975, la légalisation de l'IVG ; l'alternance de 1981, l'abolition de la peine de mort, la rigueur et la cohabitation ; immigration et intégration ; culture, jeunesse et épidémie de sida.

Durée : 120 min – Calculatrice interdite – Sur 20 points · Histoire-Géographie Terminale

## Exercice 1 – Repères et notions ★★ *(4 pts)*

a) Plan Barre (septembre 1976) → tournant de la rigueur (mars 1983) → loi Roudy (13 juillet 1983) → première cohabitation (mars 1986, après les législatives du 16 mars). (1)

b) Alternance : la majorité sortante cède pacifiquement le pouvoir à l'opposition par le vote (10 mai 1981, la gauche au pouvoir pour la première fois depuis 1958). Cohabitation : président et majorité de l'Assemblée de camps opposés (Mitterrand et Chirac, mars 1986-mai 1988). (1)

c) Dépistage du VIH obligatoire pour les dons de sang (1er août 1985) ; sous la cohabitation, Michèle Barzach autorise la publicité pour les préservatifs, puis la vente libre des seringues (décret du 13 mai 1987). (1)

d) Seule l'immigration de travail est suspendue (juillet 1974) : le regroupement familial est organisé en 1976 et protégé par l'arrêt GISTI (1978). L'aide au retour (1977) n'a qu'un effet limité : l'immigration devient familiale et durable. (1)

**Erreur fréquente** — confondre **alternance** (la majorité change, 1981) et **cohabitation** (deux camps au sommet de l'État, 1986).

## Exercice 2 – Analyse de document : l'abolition de la peine de mort ★★★ *(8 pts)*

a) Discours de Robert Badinter, avocat devenu garde des Sceaux du gouvernement Mauroy, à l'Assemblée nationale (17 septembre 1981), et article 1er de la loi du 9 octobre 1981 qui en résulte. Destinataires : les députés de la nouvelle majorité de gauche et, par la presse, l'opinion. Contexte : quatre mois après l'élection de Mitterrand, l'une des premières grandes réformes de l'alternance. (2)

b) Historique : un combat ancien (XIXe siècle, débat de 1908), une France en retard sur l'Europe occidentale. Pratique : aucun effet dissuasif prouvé. Judiciaire : la justice peut se tromper, l'exécution rend l'erreur irréparable. Moral : la justice ne doit plus être « une justice qui tue ». (2)

c) $363 + 117 = 480$ ; $363 \div 480 \approx 0{,}756$, soit environ 76 % des suffrages exprimés. Les sondages montrent une majorité de Français favorables à la peine de mort : Badinter rappelle que l'abolition avait été annoncée avant l'élection ; la légitimité vient du suffrage universel et de la représentation, non des sondages. Le vote du Sénat, à majorité de droite, la conforte. (2)

d) Rupture : une peine ancienne abolie par une loi d'une phrase, dans l'élan de 1981-1982 (Cour de sûreté de l'État supprimée, radios libres, loi du 4 août 1982). Aboutissement : des exécutions devenues rares (trois sous Giscard d'Estaing, la dernière le 10 septembre 1977), le vote du Sénat, une libéralisation engagée dès 1974. (2)

**Méthode** — un discours s'analyse en distinguant **ce que dit** l'orateur, **à qui** il parle et **contre qui** il argumente, puis en confrontant son propos aux faits (votes, opinion, chronologie).

## Exercice 3 — Composition : les gouvernements face à la crise ★★★ *(8 pts)*

a) En 1979, Jean Fourastié baptise « Trente Glorieuses » une croissance déjà finie. Depuis octobre 1973 : stagflation, chômage de masse, désindustrialisation ; droite libérale, gauche, puis droite de cohabitation se succèdent. Problématique : comment les gouvernements ont-ils répondu à la crise, et pourquoi leurs politiques se rapprochent-elles ? Plan : 1974-1981 ; 1981-1983 ; 1983-1988. (2)

b) Relance de Chirac (1975), puis plan Barre (septembre 1976) contre l'inflation, prix industriels libérés (1978). Licenciés économiques indemnisés à 90 % de leur salaire (accord du 14 octobre 1974). Immigration de travail suspendue (juillet 1974), aide au retour (1977). Plan acier (décembre 1978), Longwy et Denain (1979) ; environ 1,5 million de chômeurs en 1981. (2)

c) Relance par la demande : SMIC + 10 % (juin 1981). Réformes de structure : nationalisations (février 1982), 39 heures, retraite à 60 ans, lois Auroux. Contrainte extérieure : déficit commercial, inflation supérieure à 10 %, dévaluations (octobre 1981, juin 1982), blocage des prix et des salaires (juin 1982). (2)

d) SME et plan Delors (mars 1983) : l'inflation recule (moins de 3 % en 1986). Modernisation : Fabius (juillet 1984), restructurations, TUC. Cohabitation : privatisations (Saint-Gobain, Paribas, TF1), fin de l'impôt sur les grandes fortunes ; mais plus de 2 millions de chômeurs et une nouvelle pauvreté (Restos du cœur, 1985). Conclusion : l'inflation est vaincue, pas le chômage ; gauche et droite se rapprochent sous la contrainte européenne, et la solidarité devient centrale (RMI, 1988). (2)

**Erreur fréquente** — opposer une gauche « dépensière » à une droite « rigoureuse » : Chirac **relance** en 1975, Barre pratique la **rigueur** dès 1976, et c'est la gauche qui engage le tournant de 1983.

*Ce document est la propriété intellectuelle de Ben, professeur particulier (benprofparticulier.fr), protégée par le Code de la propriété intellectuelle (art. L. 111-1 et L. 122-4). Il est mis à disposition pour un usage personnel de révision. Toute reproduction, diffusion, mise en ligne ou revente, totale ou partielle, sans autorisation écrite est interdite et constitue une contrefaçon (art. L. 335-2).*